

SÉMINAIRE SUR LA SÉCURITÉ ET EL DÉVELOPPMENT DANS LE SAHEL

CASA ÁFRICA, Las Palmas de Gran Canaria

(19 juillet 2011)

CONCLUSIONS

Actuellement, la région du Sahel représente un **dilemme pour l'action extérieure européenne et internationale**. Dans la région il y a une confluence de menaces auxquelles la communauté internationale a décidé d'accorder une attention particulière. La pauvreté, le sous-développement, la désertification, la porosité des frontières, la difficile distribution des richesses, la gouvernance démocratique, la décentralisation, l'intégration des populations nomades (comme les Touareg) ou l'incapacité des Etats pour contrôler leurs vastes territoires, ont fait de cette région un **grand défi pour la sécurité internationale**.

Tout cela a créé un **terrain fertile** pour l'émergence et l'établissement de **groupes terroristes fondamentalistes** (principalement Al-Qaïda au Maghreb islamique), ainsi que la prolifération des **trafics illicites de toutes sortes**, une source de préoccupation pour tous.

L'Espagne, consciente de la gravité du défi de l'insécurité dans le Sahel, a décidé d'organiser un **Séminaire sur la Sécurité et le Développement dans le Sahel**, où les quatre pays du Sahel ainsi que d'autres acteurs internationaux intéressés dans la région étaient représentés. Le Séminaire visait à maintenir un échange d'idées, franc et ouvert, entre les différents acteurs de la région, sur un certain nombre de **questions d'intérêt mutuel** qui affectent la sécurité et le développement dans la région. Ce Séminaire a eu lieu à *Casa África*, Las Palmas de Gran Canaria, le 19 Juillet 2011, et les **principales conclusions** sont:



SESSION 1:

- Il existe un large consensus sur le fait qu'un **bon équilibre entre sécurité et développement** est nécessaire pour relever les défis qui convergent dans la région du Sahel.
- Les Etats du Sahel demandent une **mobilisation plus grande de soutien** des partenaires non-Sahéliens pour entreprendre les progrès en matière de gouvernance nécessaires pour garantir le bon déploiement de l'État dans leurs territoires.
- **L'intégration des Touareg** dans les pays du Sahel n'est pas une menace à leur stabilité, mais le résultat d'un déséquilibre social lié au sous-développement et la distribution des richesses.
- Le **trafic d'armes légères et de petit calibre** dans la région et la **montée du trafic d'armes de guerre** du conflit libyen, et son appropriation par AQMI, ainsi que l'instabilité que ce conflit pourrait causer à travers le Sahel, sont des questions qui préoccupent à la communauté internationale profondément.

SESSION 2:

- La **coopération régionale** entre les États du Sahel ("pays du champ") est essentielle pour trouver des solutions communes et concertées aux problèmes de la région. Les réunions ministérielles récentes entre les quatre pays du Sahel et la Conférence de Haut Niveau de Septembre 2011 à Alger sont un pas positif dans cette direction.
- **La prévention et l'anticipation** sont des aspects essentiels pour combattre efficacement le terrorisme.
- **L'appropriation** par les États du Sahel de leur **propre sécurité** est la seule voie durable de lutter contre les menaces du terrorisme et le crime organisé dans la région. Les acteurs non-sahéliens doivent chercher à s'insérer dans les besoins des pays sahéliens.

SESSION 3:

- Pour que les acteurs non-sahéliens soient plus efficaces dans leur soutien aux pays de la région, il est nécessaire que ceux-ci **continuent à faire des progrès dans la définition de leur stratégie commune**. La Conférence de Haut Niveau à Alger en Septembre 2011 est une bonne occasion pour avancer sur cette stratégie commune.



- Le **rôle de l'ONU et l'UA**, tandis que d'organisations avec une vaste expérience dans le domaine de la paix et la sécurité en Afrique et dans la lutte contre le terrorisme et le crime organisé, peut être précieux dans la recherche de synergies entre les pays de la région.
- Le **manque d'intelligence** nécessaire pour relever le défi du terrorisme est une lacune où les Etats du Sahel ont besoin d'un soutien supplémentaire de la part des acteurs non-sahéliens.